

Ecole : apprendre la démocratie ?

Marie-Claude Blais¹

Transcription de la conférence

Introduction

On a intitulé cette conférence : « Apprendre la démocratie ? ».

En introduction, je vais juste vous amener à vous demander pourquoi on se pose la question, même si ça paraît déjà évident après les deux premiers exposés.

Ensuite, j'essaierai de vous indiquer quelles sont les transformations de la démocratie, quels changements on a pu vivre depuis un certain nombre d'années – personnellement, je pense que c'est depuis la fin du dix-neuvième siècle. J'aborderai donc les transformations de la démocratie qui atteignent de plein cœur l'éducation et donc les systèmes d'enseignement. Je ferai état des travaux que nous avons faits depuis cinq ans sur l'introduction, non pas d'une *éducation*, mais d'un *enseignement* moral et civique dans tout le système scolaire et pas seulement l'école obligatoire. Ce sera l'aspect un peu constructif et positif de cette analyse extrêmement complexe, pleine de tensions et qui peut sembler aboutir à des apories ou des impossibilités de conserver ce lien entre école et démocratie.

Pourquoi se poser la question ?

Alors pourquoi se pose-t-on la question ? Tout simplement parce que nous sommes réellement désemparés, nous tous les enseignants, mais plus largement tous les responsables des lieux d'éducation. Malgré une extension sans précédent de cette institution scolaire et éducative qui fut l'instrument majeur de la mise en place des régimes démocratiques, on constate des résultats qui sont plutôt inquiétants. Il y a une élévation incontestable du niveau d'instruction des populations, mais cette élévation se conjugue bizarrement avec un désintérêt croissant pour la chose publique, avec de grandes difficultés à vivre ensemble – comme on dit aujourd'hui – en acceptant les différences, avec un accroissement des inégalités sociales et une très maigre participation des citoyens aux processus représentatifs. Je n'ai pris que quelques petits constats parmi beaucoup d'autres.

Les systèmes éducatifs semblent ne plus remplir leur mission de formation des citoyens pour la démocratie.

« Que s'est-il passé ? », c'est l'objet de notre travail depuis 15 ans et des trois livres que vous pouvez consulter. L'hypothèse que je vous propose, c'est que la source dernière des problèmes auxquels nous avons affaire aujourd'hui tient à la conversion de ce projet démocratique en pratiques éducatives à tous les niveaux et pas seulement à l'école. La famille est très concernée et également toute la société.

¹ Docteur en philosophie, membre du Conseil supérieur des programmes en France et professeur en sciences de l'éducation à l'université de Rouen. Elle est coauteur, avec Marcel Gauchet et Dominique Ottavi, de *Transmettre, apprendre*, paru aux éditions Stock en 2014.

Il faut un peu revenir à l'histoire de ce lien nécessaire entre école et démocratie...

Pour tous les penseurs de la démocratie, de l'éducation scolaire publique, c'est le lien entre école et démocratie qui est nécessaire, parce qu'on ne peut pas former des individus qui sont appelés à devenir citoyens d'une société où ils seront responsables, libres et capables de voter, s'ils n'ont pas les instruments pour cela. Il faut donc les instruire, leur donner les outils pour accomplir leur tâche de citoyen. Mais, c'est beaucoup plus vaste que cela.

Au 19^e siècle – mais c'était déjà présent chez Condorcet – on savait que l'éducation était politique à deux niveaux : individuel et collectif. Sur les plans individuel et subjectif, elle englobe un certain type de personnalité que l'on vise à former et pour ce qui est du collectif, elle représente les idéaux d'un type de société ou de constitution politique. Il s'agissait donc bien de construire une institution qui avait pour fonction d'établir, de pérenniser et de permettre à la démocratie de vivre.

Comme je vous l'ai dit en introduction, ce lien entre l'école et la démocratie ne va plus de soi. On passe son temps à s'interroger sur le fait que, plus il y a d'écoles, moins les pratiques démocratiques se diffusent et s'affinent. On voit de plus en plus d'éducation et le résultat est plutôt négatif. Parallèlement, on s'aperçoit que l'éducation à la démocratie, aux idéaux politiques ont saisi de part en part le champ de l'éducation. Alors qu'elle était un projet collectif, l'éducation, pour assurer l'émancipation et la démocratie, est devenue une sorte de laboratoire des idéaux collectifs. Il y a eu une conversion du projet démocratique en éducation démocratique. L'école est devenue un laboratoire de la démocratie, y compris dans le fait que toute la société était concernée par ce qui se passait dans l'école et qu'elle était appelée à intervenir pour émettre des propositions ou des souhaits, discuter de ses objectifs, de leur condition de mise en œuvre.

Mais l'école est aussi devenue une institution démocratique parce qu'elle était en débat. On a mis en place beaucoup d'instances de concertation, de participation des parents, mais aussi de la société civile, sur les programmes, les orientations, les problèmes de répartition des élèves. C'est normal, mais ça nous a amené à dire et écrire que l'éducation était saisie par la démocratie alors qu'elle était quelque chose qui projetait la démocratie, mais à distance d'elle-même. Elle est devenue une institution démocratique, une institution qui applique en son sein les normes de la démocratie. Elle se voit saisie par les valeurs démocratiques à l'abri desquelles elle était restée auparavant. Pour la première fois, cela nous met dans la nécessité d'avoir à définir ce que peut être une éducation démocratique. Ce n'est pas la même chose. Une éducation pour la démocratie, pour former des citoyens pour le futur est une éducation démocratique par elle-même, dans toute la composition de l'exigence que cette expression faussement simple suppose.

Des transformations qui touchent l'éducation

Je vais vous donner quelques incidences de cela. Quelles sont les applications ou les introductions des principes démocratiques dans l'école ? On l'a vu un peu avec Jean-Pierre Lebrun à propos de la famille et c'est du même ordre. Il y a eu une transformation de l'entente des pratiques démocratiques qui sont introduites dans l'école et qui posent un certain nombre de problèmes. Je vais en énumérer quatre, mais il y en a d'autres.

L'individualisation juridique

La première, c'est l'individualisation juridique. Ça commence assez tôt avec l'énoncé du droit des Enfants. Déjà au 19^e siècle, on parlait du droit des Enfants. Puis, dans les années 1970, il y a eu la déclaration des Droits de l'Enfant. C'est complètement entré dans les esprits. On dit aux enfants « tu as ou tu n'as pas le droit de faire ceci. » Ce n'est pas « réfléchis pourquoi tu ne dois pas faire... », mais « tu n'as pas le droit ». La notion est complètement entrée dans les mœurs, les discours et dans l'éducation, y compris l'éducation scolaire. Le problème est que l'individualisation – y compris l'individualisation juridique – est une valeur démocratique absolument fondamentale. Nous y tenons tous, bien évidemment. Ça remonte au début de la modernité et à la

découverte des droits fondamentaux de l'Homme. Ce sont des droits individuels. Sauf que la perversion de ce principe individualiste, c'est qu'on a oublié (ou mis de côté, effacé ou occulté) la dimension collective de l'individu. C'est-à-dire qu'on se trompe sur l'indépendance ou la solitude parce que l'individu n'existe évidemment qu'à l'intérieur d'un cadre collectif. Je ne vais pas redire ce que Jean-Pierre Lebrun a très bien expliqué tout à l'heure, mais l'individu arrive dans un monde qui est déjà là, il apprend une langue qu'il n'a pas choisie, il va travailler pour la postérité. On a le sentiment qu'on a de petits atomes individuels qui se promènent dans l'univers et qui ont comme seul but de réaliser leur liberté, leur autonomie. C'est une erreur monumentale. Et quand ça s'applique dans l'éducation, ça se met complètement en contradiction avec les objectifs de l'éducation elle-même. C'est pour ça qu'on a nommé un de nos livres *Les conditions de l'éducation*.

Et donc l'éducation, y compris l'instruction stricte, l'apprentissage des savoirs, c'est l'intégration de l'enfant dans un monde qu'il n'a pas créé. Comme disait quelqu'un qui est très connu sur le plan de l'éducation : « l'éducation, c'est une entrée dans la culture ». Bannir la dimension de ce qui existe déjà pour dire ou laisser entendre que l'enfant se construit lui-même, qu'il doit faire son projet et qu'il n'y a rien d'autre, c'est évidemment une aberration. Une autoéducation comprise dans ces termes-là d'individualisation épuise l'idée même d'éducation, en particulier du point de vue de l'intérêt de la collectivité. Par exemple, on voit les difficultés des enseignants à orienter les enfants et des parents à admettre qu'on ne peut pas laisser tous les enfants choisir par exemple l'éducation physique et sportive simplement parce qu'ils aiment ça. La société ne peut pas vivre avec 20 % de jeunes qui vont s'orienter vers ce qui correspond à leurs désirs simplement parce que le but ultime serait l'épanouissement de chacun. Évidemment, je prends un exemple grossier, mais c'est vrai pour tous les systèmes éducatifs. Il y a un moment (le plus tard possible, évidemment) où il faut tenir compte de l'insertion du jeune dans un système social et surtout de ce qu'on appelle « l'intérêt général », c'est-à-dire de ce dont la société a besoin pour se perpétuer.

Donc, une éducation conçue en termes d'individualisation à outrance ne peut pas fonctionner et est en contradiction avec elle-même.

Le statut de l'enfant dans la période contemporaine

La deuxième question concerne ce qu'on a appelé le statut de l'enfant dans la période contemporaine.

La modernité qui a bâti l'école pour la démocratie avait tendance à accentuer justement la différence entre l'enfant et l'adulte. Or, aujourd'hui, l'éducation démocratique considère l'enfant comme un individu semblable à l'adulte. De telle sorte qu'il est devenu difficile de penser la différence de l'enfant et donc ce qu'il a à acquérir, à construire ou en tout cas, ce qu'il faut lui transmettre pour qu'il puisse devenir un adulte. D'une certaine manière, s'il est déjà un adulte puisqu'il est semblable à lui, il est donc difficile de penser les conditions de son éducation. C'est une personne pourvue de droits, de désirs légitimes et de la capacité d'affirmer sa volonté comme cette petite fille qui dit : « mais j'ai bien le droit ».

Famille et École se sont transformées dans le même mouvement. La famille s'affirme comme un ensemble de relations privées dédiées au bien-être de chacun et l'école se cherche comme un lieu de vie si possible épanouissant pour chaque enfant. Ce qu'on perd de vue dans ces changements, c'est l'École comme institution. Institution qui a une dimension politique évidemment et qui est régie par des normes, par des programmes, par des savoirs à transmettre et par des exigences collectives. Donc, d'une certaine manière, on peut parler d'une « libération des enfants »² (ça rejoint aussi le passage de l'hétéronomie à l'autonomie dont parlait John Pitseys tout à l'heure). Tout le monde est heureux parce que les enfants ont vécu très longtemps dans une soumission, l'obéissance au père, les carcans... Mais en échange, le passage à l'âge adulte est devenu très difficile. À tel point d'ailleurs qu'on ne voit pas beaucoup de raisons de devenir adulte...

² C'est le titre d'un livre qui a maintenant une quinzaine d'années, d'Alain Renaut : « La libération des enfants »...

Il y a beaucoup de difficultés de ce fait dans l'éducation familiale. On parle maintenant de la « reparentalisation » : les parents eux-mêmes, voyant ce jeune qui est libre et qui est semblable à eux, se demandent ce qu'ils peuvent lui suggérer ou lui imposer, si ce n'est de bâtir lui-même son projet et son cursus scolaire. Et donc, on évite de poser les vrais problèmes qui touchent le système éducatif et qu'il serait peut-être quand même nécessaire d'analyser parce qu'ils ne sont pas insurmontables. Ils relèvent d'une prise de conscience générale, pas seulement des enseignants. Moi je passe mon temps à dire que les enseignants sont directement au front, mais que toute la société est concernée par ces questions.

On constate en particulier une disparation de la psychologie de l'enfant. J'ai toujours formé des enseignants dans différentes instances. Il y a 40 ans, on faisait encore beaucoup de psychologie de l'enfant. Il y avait donc quand même le sentiment que l'enfant était un être qui possédait des aptitudes et des compétences similaires à celles de l'adulte, mais des compétences en gestation, à développer, à travailler. Aujourd'hui, il y a un désintérêt pour les besoins de l'enfant, sa condition, sa situation, ce qu'il vit réellement dans la famille, dans l'école, etc. On s'intéresse beaucoup plus aux techniques pédagogiques.

L'égalité dans l'éducation

Le troisième point que je voudrais évoquer, c'est la question de l'égalité dans l'éducation, pierre d'achoppement de la démocratisation de l'école.

L'école démocratique est une école qui affirme l'égalité des individus, mais, du coup, elle se rend incapable de cerner les différences entre les individus. Elle met en question ce qu'on a appelé « la méritocratie ». Une mission proprement démocratique a été de donner à chaque enfant ses chances en fonction de ses mérites et de son talent, c'était ce qu'on appelait « l'égalité des chances ». Cette notion de méritocratie, elle a été balayée pour plusieurs raisons. Il y a eu une critique sociologique, culturelle : d'où vient le mérite ? C'est autant la famille que le travail de l'individu. Bref, c'est une notion extrêmement compliquée à gérer, mais du coup, on a instauré un aveuglement obligatoire aux différences. Et je peux vous dire, pour travailler justement dans un groupe d'experts sur ces questions-là, la tendance aujourd'hui est de faire réussir tous les enfants, sans se préoccuper de savoir s'ils ont acquis telle ou telle chose ou de ce qu'on pourrait faire surtout pour qu'ils acquièrent les choses en question. On parle de remédiation, mais je n'aime pas le terme que je trouve un peu clinique et médical. Mais on reporte le plus loin possible le moment où l'on va s'apercevoir qu'effectivement, on aurait dû leur apporter telle ou telle aide, tel ou tel outil.

La dé-démocratisation de l'école, c'est effectivement de constater, qu'après une période d'ascendance en termes de réponses de l'École à cette question d'équité sociale (même si ce n'est jamais parfait évidemment), on ne peut pas balayer les différences familiales, la pauvreté, la misère de certains milieux, même si on fait des efforts. Et cette misère se répercute aussi sur les capacités d'apprendre. On ne peut pas balayer tout ça, mais, si on a ce souci d'équité, on peut justement donner les outils pour réussir à ceux qui ont moins. Et aujourd'hui, on a beaucoup plus de mal à le faire or, c'est une demande des familles (intégration scolaire, mixité sociale à l'école, ne pas extraire certains enfants...). Mais on peut le faire intelligemment.

Le sens à donner au savoir

La dernière transformation concerne le sens qu'on peut donner au savoir. Je vous renvoie en particulier au dernier chapitre de notre livre *Transmettre, apprendre*. Il porte sur Internet, son usage et la projection énorme qu'on peut faire sur le fait d'apprendre autrement avec Internet. Cette attente vis-à-vis d'Internet relève du fait que, depuis un certain temps, on remarque une grosse demande adressée à l'école, à l'institution scolaire : le sens à donner au savoir. Pourquoi enseignez-vous ceci ou cela ? On dit aux enseignants qu'ils doivent expliquer le sens des savoirs qu'ils transmettent. Quelle est la signification de cette demande ? Il y a eu de grands travaux sur les obstacles psychologiques dans le rapport au savoir, y compris la peur du déclassement ou du surclassement (c'est-à-dire de quitter son milieu familial).

Mais, par rapport à ce qu'on disait tout à l'heure sur l'individualisation et l'homogénéisation de l'enfant, de l'adulte, il y a une chose à laquelle on ne pense pas. C'est que le savoir ne peut pas avoir du sens s'il n'est pas la condition d'accès à un autre statut, à une émancipation, à une indépendance. Si l'enfant est déjà libre à deux ans et demi, à quoi cela lui sert-il d'apprendre quelque chose ? C'est la transformation d'aujourd'hui qu'on n'avait pas au début de l'École comme projet démocratique : l'utilité. Au niveau de l'économie subjective, il y a une perte de savoirs dans la mesure où ceux-ci ne sont plus l'objet d'un désir qui outrepassse leur utilité. Il n'y a aucun désir profond de grandir et d'acquérir des connaissances. Et aujourd'hui, avec Internet, chez beaucoup de jeunes, c'est toujours le critère de l'utilité qui règne et pas du tout la formation globale qui va se traduire dans l'esprit du jeune par ce désir de comprendre le monde dans lequel il vit, même si ce n'est pas directement utile. Ce n'est pas la dimension qui est valorisée par les nouvelles technologies et par l'idéologie ambiante. La perte du sens du savoir est en grande partie liée à ça.

Faut-il apprendre la démocratie et comment ?

Alors, j'arrive à ma dernière partie : faut-il apprendre la démocratie et comment ?

On savait depuis longtemps qu'il fallait donner aux Hommes les outils pour pratiquer la démocratie, les outils d'émancipation intellectuelle. Il y a une dimension cognitive, mais déjà Condorcet savait que ça ne suffisait pas. Il y a quelque chose d'autre à transmettre, quelque chose qui relève effectivement d'une dimension supérieure à la vie individuelle, une dimension d'insertion dans un collectif, même si on n'a pas la religion, la foi dans des objectifs communs.

Quelque chose a été complètement gommé, effacé de l'éducation et réapparaît aujourd'hui complètement, au moment où on s'aperçoit que les principes démocratiques sont contestés, mal compris. Les jeunes ne comprennent pas la notion même de liberté et pensent qu'être libre, c'est faire ce qu'on a envie de faire sans aucune contrainte... Ils ne voient pas que cette notion est associée à la loi et au droit, donc à un collectif qui garantit cette liberté. Qu'est-ce que c'est la liberté ? Ça demande à être explicité, enseigné. Quel est le rôle du collectif et en particulier de la communauté politique ? Ça ne va pas de soi. Dans un monde qui promeut l'utilité et la satisfaction de ses intérêts, qu'est-ce que cette notion d'« intérêt général » ? Avec raison, John Pitseys disait que la démocratie, c'est de la complexité. Évidemment, c'est extrêmement complexe et de plus en plus complexe, mais il y a une chose qui est encore plus complexe que le lien entre la liberté et la loi, c'est « comment déterminer l'intérêt général » ? On sait à peu près ce qu'est son intérêt personnel, mais comment le relier à un collectif ? Comment s'engager dans la chose publique si tout l'environnement social nous entraîne vers la satisfaction de nos désirs et de nos besoins personnels et que l'utilité est devenue l'unique norme de la société ? Dans les périodes de violences, d'attentats terroristes, ça revient encore plus fort, et d'une certaine manière ça nous amène à nous poser des questions : qu'est-ce qu'on a fait et qu'est-ce qu'on n'a pas fait ?

En France, l'enseignement moral et civique

Parce que ces jeunes ont été scolarisés... On n'a pas fait cet enseignement-là. Et on a vraiment tenu à ne pas appeler ça une éducation. Nous avons les enseignements, les programmes scolaires et puis plein "d'éducation à" (à la santé, à la sécurité routière, à la citoyenneté, à ceci, à cela). Et on ne sait pas très bien quel est le statut de ces éducations-là. Et comme vous venez de le voir, un ministre a décidé d'introduire dans les programmes scolaires « un enseignement moral et civique ».

Qu'est-ce que c'est ? Pourquoi « moral et civique » ? On a pris la plume et le bâton de pèlerin pour expliquer que la morale, c'est juste l'action humaine qui est sous-tendue par la liberté. L'être humain est un être responsable de ses actes, qui n'est pas totalement déterminé, qui est capable de réfléchir à ses actes, qui est un être réflexif, parlant, pensant et libre... C'est cette dimension morale de l'humanité qu'on n'apprend peut-être pas assez à l'école. Eh bien on va en faire l'objet d'un enseignement... Pourquoi « moral et civique » ? Le "et" est très important. Parce que cette liberté n'est pas une liberté individuelle. C'est une liberté à l'intérieur

d'un collectif au sens de la communauté de vie. Une communauté qui a établi des règles et des normes pour favoriser la réalisation des objectifs de chacun. Objectifs de chacun qui ne sont pas trop difficiles à expliquer et qui tournent autour de la garantie des libertés, la tolérance...

Le lien entre « moral et civique » fait référence à une chose qui est très importante par rapport aux origines de l'école démocratique. C'est l'idée qu'il n'y a pas que des savoirs objectifs. Le 19^e siècle est gagné par une fièvre matérialiste, scientiste, objectiviste... De la connaissance des choses, on va pouvoir tirer la direction dans laquelle nous devons aller parce que nous sommes des êtres de projets, d'intentions. On n'agit pas simplement parce que des causes nous ont déterminés à agir comme des objets physiques. Qu'est-ce qui va nous donner ces finalités, ces intentions ? Ça ne peut-être que la réflexion morale au sens où elle va être tirée des idéaux que l'on peut avoir et que l'on va partager avec d'autres. Et vous avez, au 19^e siècle, une scission très nette entre les positivistes et les idéalistes, les scientistes et les idéalistes. Et, évidemment, ceux qui prônent un enseignement moral et civique sont ceux qui, comme Durkheim, se situent du côté de la prise de conscience du fait que dans l'humanité, il y a la dimension de l'idéal, c'est-à-dire de quelque chose que l'on cherche à réaliser dans les faits, dans la société, dans notre vie, mais qui n'est pas toujours immédiatement atteint (et même parfois très différée).

On peut faire prendre conscience de la liberté, la justice et la paix aux enfants. C'est un gros travail, mais on peut le faire. Nous faisons le pari qu'on peut le faire.

Sans rentrer dans le détail, je voudrais quand même évoquer quelque chose sur lequel j'ai beaucoup travaillé : la notion de solidarité. On semble découvrir aujourd'hui cette tension entre l'individu et le collectif, mais tout le 19^e siècle a été traversé par une réflexion sur cette question. Dès le début du 19^e siècle, après la Révolution française, on a dit que les individus étaient libres et égaux que puisqu'il n'y avait pas de « nous », d'intérêt collectif, ça allait être la guerre. Les réflexions tournaient autour de ce qui fait l'unité possible des individus. On n'a plus la religion, on n'a plus cette hétéronomie qui nous donnait une place bien précise dans le cadre précontraint... Comment va-t-on faire ? Ils ont fait des travaux d'enseignement moral et civique. Ils appelaient ça « l'éducation du sens social ». Comment faire pour développer en même temps la capacité de parler, d'argumenter, de défendre ses positions et en même temps arriver à un « nous », à une décision collective ? Ils ont réfléchi sur l'éducation et ont fait des travaux très intéressants, en particulier en disant qu'il fallait simplement montrer aux jeunes qu'ils ne peuvent pas vivre tout seuls, qu'ils sont dépendants les uns des autres. C'est d'une telle banalité ! Vous savez, les Saint-Simoniens avaient inventé un habit (un gilet) boutonné à l'arrière pour les hommes. Vous savez pourquoi ? Pour qu'ils apprennent, tous les matins en s'habillant, qu'ils avaient besoin de quelqu'un pour les aider. Et Léon Bourgeois, l'inventeur de ce courant solidariste, disait qu'on peut montrer aux enfants que quand ils viennent à l'école, ils profitent de tous les travaux de leurs prédécesseurs, qu'ils mettent des habits qui sont faits avec des tissus qui viennent de l'autre côté de l'Atlantique, qu'ils utilisent la route qui a été façonnée par les maçons, etc.

L'interdépendance est un fait. Et de ce fait, il y a à tirer un devoir : si je profite de tous ces bienfaits qui m'ont été donnés, apportés par le reste de l'humanité, je n'ai qu'un devoir : le transmettre au suivant et si possible l'accroître et l'améliorer.

Quelqu'un comme Durkheim qui est plus connu que Léon Bourgeois a participé à tous ces travaux dans les années 1900. Et il disait qu'il faut aussi leur apprendre le plaisir de travailler ensemble, le plaisir de la coopération, de l'entraide. Ils réussiront mieux s'ils sont avec d'autres et ça s'apprend par la pratique.

Aujourd'hui, je suis très interrogative. C'est comme ce qui se passe dans les structures de vacances parce qu'on a exactement la même diversification : activités, projets, petit programme personnel et plus aucun programme collectif... Il n'y a surtout plus de perspective éducative au sens collectif du terme. On peut très bien introduire par la pratique cette dimension-là sans en faire du discours plus ou moins moralisateur. Dans les premiers livres de morale qui ont été créés par certains philosophes au 19^e siècle, conscients de ces problèmes, on s'adresse à

l'intelligence des enfants. On les amène à la réflexivité. On m'a demandé ce que je pensais de la philosophie pour enfants. Pourquoi pas si ce n'est pas dogmatique. Si des problèmes se posent dans la classe, on essaie d'élaborer ensemble une réflexion, sans réponse donnée à l'avance. On confronte nos jugements et nos réflexions dans un travail de formation du jugement et de l'intelligence. C'est ce qu'on a essayé de faire passer dans ce programme auquel j'ai contribué et que j'approuve.

Pour terminer, je vous en donnerai les grands principes.

D'abord, le principe d'*autonomie* qui va avec un principe de coexistence des libertés. Liberté de conscience, d'expression, de choix du sens de sa vie et aussi tolérance réciproque.

Puis, un principe de *discipline* qui inclut le respect des droits et de la loi, l'égalité considération des personnes, le respect des personnes, le refus de discrimination, l'entraide, la coopération.

Puis la dimension d'*émancipation* avec la confrontation des idées, le développement de l'aspect critique et surtout la recherche de la vérité. Nous sommes confrontés, comme vous, aux "fake news" et aux théories du complot qui sont aussi accentuées par l'usage des réseaux sociaux. Donc l'idée de rechercher la vérité et d'essayer de confirmer les informations qui nous sont données est une tâche d'éducation morale et civique ou d'enseignement moral et civique.

Conclusion

Pour terminer, je voudrais dire qu'effectivement, il y a à réfléchir en permanence sur les conditions de l'éducation plutôt qu'à la question « Faut-il mettre plus de démocratie dans l'École ? » C'est une conviction. Qu'est-ce que c'est qu'éduquer ? Qu'est-ce qui est nécessaire pour éduquer un enfant, l'élever au rang de personne humaine, consciente de son lien avec les autres ? Ça peut même aller jusqu'à renoncer à la politisation de l'éducation, tout autant qu'à l'emprise de l'opinion d'ailleurs c'est-à-dire ne pas répondre systématiquement aux demandes des parents, des adultes, des médias, etc.

C'est donc bien à l'École et aux politiques de décider que les institutions peuvent échapper à la délibération démocratique dans certains cas. J'en suis persuadée. Toutes ces questions dont on parle aujourd'hui ne sont pas des questions politiques : elles relèvent des nécessités de l'éducation d'un enfant qui n'est pas encore "mûr" pour la liberté, comme dirait Kant, un enfant qu'il faut conduire vers l'autonomie. Ce sont des questions philosophiques en elles-mêmes. Mais c'est à la lumière du politique qu'on peut les comprendre. Et c'est aussi la politique qui peut décider de les sortir de son orbite.

Je voudrais citer Neil Postman : « Enseigner, parfois, c'est résister ». Il y a eu une bifurcation et on est nombreux à penser qu'on peut rectifier le tir. On est pour l'individu évidemment, mais pas au sens où cet individu est considéré aujourd'hui. Il y a donc moyen de s'en sortir à condition qu'on soit de plus en plus nombreux à prendre conscience de cette situation. C'est assez encourageant car, aujourd'hui, je pense qu'on partage cette conviction.

Je vous remercie.

Questions à Marie-Claude Blais

Question : Quelle place ont les pédagogies dites alternatives – Montessori, Freinet, etc. – dans l'apprentissage de la démocratie ?

Marie-Claude Blais : J'avais effectivement fait un petit passage que j'ai zappé sur les pédagogies « interactives » ou « actives » ou « nouvelles », en particulier la pédagogie Freinet. Chez Montessori, je connais les bases, mais pas la dimension collective qu'elle peut donner à sa pédagogie. Que l'émancipation sociale se fait par la connaissance, que les enfants travaillent en groupe, coopèrent, discutent de la vie de la classe, ce sont des

règles absolument intangibles chez Freinet. Tout ce que je vous ai dit était présent chez Freinet au début du siècle. Pourquoi ça ne s'est pas répandu ? J'envoyais mes étudiants dans les classes Freinet que je connaissais à Paris et je pensais qu'ils reviendraient enthousiastes. Ils revenaient plutôt déconcertés en disant qu'ils n'avaient pas appris ce métier-là pour être autoritaires comme ça... Ils disaient que c'était trop de travail, que les enfants étaient en atelier libre, mais qu'il fallait les aider à chaque instant. Le maître n'a pas disparu, au contraire il est encore plus présent et donc, il y a une monstrueuse préparation en amont. Donc, aucun d'entre eux, ou très peu d'entre eux ont accepté de se diriger vers ce genre de pratiques. Ça leur paraissait pour certains trop directif et pour d'autres, trop lourd à organiser. Mais autrement, effectivement, la dimension collective, la dimension même politique chez Freinet (de relation avec le monde du travail, d'émancipation des travailleurs par l'école, etc.) est omniprésente. C'est quelqu'un de prodigieux sauf qu'en effet, ça représente peut-être quelque chose d'inaccessible pour le commun des mortels. C'est un apostolat associé à une certaine poigne. L'autorité est maniée de manière subtile. Et précisément, parce qu'il faut mettre les enfants au travail, il faut avoir un cadre extrêmement contraint, pensé et établi.

Question : Est-ce qu'on prend bien en compte la multiculturalité et est-ce qu'on n'a pas un discours ethnocentré?

Marie-Claude Blais : C'est une excellente question...difficile. Évidemment, ça rejoint la question de la laïcité. Mais si on considère qu'on doit avoir un enseignement moral et civique, c'est parce que l'on considère que l'école est un lieu de formation à la démocratie et doit transmettre les principes de la démocratie, pas les principes des différentes communautés qui sont présentes à l'école. Si ces communautés veulent les enseigner, elles peuvent les enseigner. C'est la liberté d'opinion, la liberté religieuse, la liberté d'expression... Mais l'école ouverte à tous doit s'adresser à tous en ne transmettant pas ce qui relève des communautés particulières. Elle fait appel à l'universel, à ce qui est partagé par la raison, ce qui a été établi par la tradition.

Question : Que faire pour redonner à l'École sa place en tant qu'instrument de transmission d'un héritage culturel qui participe à l'émancipation personnelle et à l'enracinement culturel de l'enfant ?

Marie-Claude Blais : Faire ce qu'on est en train de faire : réfléchir ensemble et propager ces réflexions. Je crois beaucoup à l'intelligence collective. Il y a une contradiction dans les termes... C'est impossible de penser l'éducation indépendamment du contexte historique et social qui porte cette éducation. Tout simplement parce que les savoirs que l'on apporte ne sont pas venus de nulle part. Il y a tout un collectif, des débats, des discussions, même des cours à l'université sur les grandes controverses scientifiques... Mais tout ça, ce n'est pas de l'individuel. C'est contradictoire dans les termes. L'éducation individualiste est un paradoxe. C'est un oxymore, ce n'est pas possible. Donc, que faire ? Eh bien, on peut montrer que ça ne marche pas.